

Transition - Le seul point de consensus : l'insécurité

La Gazette – 13/04/12

Marc Ravalomanana mérite-t-il une amnistie ? Les débats restent houleux sur la question. Tous les chefs de mouvances pourront-ils se présenter à la prochaine élection présidentielle ou au contraire, doivent-ils y renoncer ? Ce dilemme est impossible à trancher pour le moment. Les élections présidentielles et législatives auront-elles lieu cette année ? Rien n'est sûr en raison du retard pris. Si ces questions insolubles divisent les politiciens, la seule problématique autour de laquelle il existe un consensus collectif, est celle de l'insécurité. L'exaspération populaire est à son comble.

Cela fait des années que notre journal tire la sonnette d'alarme sur la montée en puissance de l'insécurité. Pourtant, les régimes successifs ont toujours préféré s'enfouir la tête dans le sable, pour ne rien voir et ne rien entendre, comme une autruche. Certes, la sécurité fait partie des fonctions régaliennes de l'Etat mais la situation est trop grave pour être uniquement gérée par les politiciens. Les forces de l'ordre doivent être en première ligne mais elles doivent travailler en étroite collaboration, d'une part, avec les fokontany et d'autre part, avec les citoyens. Fatigués de trembler comme des brebis au milieu des loups, ces deniers ne veulent plus subir avec passivité les agressions constantes. Faute de pouvoir compter sur un Etat en déliquescence, ils sont obligés d'organiser leur défense. L'ère de l'opposition sage entre « conscience contre violence » (Stefan Sweig) est révolue.

Si tous les ménages peuvent s'offrir un sifflet ou un chien de garde, ils sont peu nombreux à pouvoir investir dans l'installation des portes blindées, des barreaux aux fenêtres et des barbelés électrifiés, d'autant plus que ceux qui sont locataires ont du mal à régler leur loyer. Certains foyers ont eu l'intelligence de mettre en place des milices de quartier et des barrières avec vigiles et, les plus fortunés n'hésitent pas, en plus, à louer les services onéreux de sociétés de sécurité, gardiennage et surveillance. Le marché de la sécurité ne connaît pas la crise puisque la demande excède l'offre. Les sociétés concernées prospèrent mais leur niveau d'éthique et de professionnalisme n'est pas uniforme. Il n'est pas rare que certains salariés de ces sociétés deviennent les complices des bandits et apparaissent aussi peu fiables que certains gardiens non qualifiés et non encadrés dénichés par-ci ou par-là. La pauvreté est telle que n'importe quel employé peut être soudoyé à vil prix.

La sécurité privée est une bonne chose mais elle n'est pas la panacée à l'atmosphère actuelle de Far-West. Tout d'abord, elle ne profite qu'à une minorité de nantis. Ensuite, il est difficile d'être protégé en dehors de son domicile par une société de sécurité, à moins que l'on ait un garde du corps personnel. Enfin, le recours au gardiennage privé cautionne le refus de l'Etat de faire face à ses responsabilités. Dans la mesure où l'Etat a « le monopole de la violence physique légitime » (Max Weber), il doit s'en servir pour protéger à tout prix les personnes et leurs biens. La radicalisation des actes de barbarie appelle à une radicalisation de la répression couplée à une prévention tous azimuts. Les honnêtes gens en ont assez d'être traqués par les délinquants et criminels. Il est temps que la cruauté change de camp. Le problème est que le régime actuel a laissé l'insécurité gagner du terrain, en croyant que celle-ci se réglerait toute seule par un miracle du Saint-Esprit. Les malfrats ont pris tellement goût à l'expérience satanique du vol à la tire ou à celle du vol avec effraction en bandes armées qu'ils risquent le tout pour le tout. Protégés par des réseaux constitués de policiers, gendarmes, agents pénitentiaires, magistrats et politiciens, ils se croient indestructibles.

Pour réduire l'insécurité, à défaut de l'anéantir, il appartient à l'Etat de frapper fort tous les jours et dans tous recoins de Madagascar et de reprendre la main. Les quelques interventions coup-de-poing médiatisées sont trop ponctuelles et superficielles pour éliminer le mal à sa racine de manière permanente. L'efficacité exige d'une part, une présence policière accrue et vêtue en civil et d'autre part, des descentes inopinées des forces de police et de gendarmerie, cagoulées s'il le faut, dans tous les repères de brigands. A pied, à moto ou en voiture, des patrouilles de police, doivent quadriller la ville de jour comme de nuit. Mais avant cela, il faudra instaurer une police des polices, pour tuer le ver dans le fruit.

Non seulement toutes ces mesures réduiront le banditisme mais elles permettront aussi de prévenir les actes terroristes qui se fomentent. Le régime doit prendre sérieusement à bras le corps la question de l'insécurité s'il ne veut pas s'effondrer de manière prématurée. Ceci dit, l'Etat est-il prêt à avoir les moyens de ses ambitions ? Pour le moment, il n'a pas pris la mesure de la menace. Avec beaucoup d'à-peu-près, il se contente de découper des troncs d'arbre avec un couteau de table à bout rond. Au final, le succès du climat de terreur pourrait apparaître comme la victoire cynique et amère des ennemis de la Haute Autorité de la Transition et en particulier de Marc Ravalomanana, lequel n'aura eu aucun état d'âme à déstabiliser l'Etat, jusqu'à la dernière cartouche.

Ranary et Folojaona

Source : http://www.lagazette-dgi.com/index.php?option=com_content&task=view&id=21271&Itemid=55